L'enfant abandonné et sa famille d'origine : quel lien après la séparation ?

Le cas des Basses-Alpes durant la III^e République

The abandoned child and its biological family: what ties after separation?

Basses-Alpes département under the French Third Republic

Isabelle Grenut

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhei/4031>

DOI : 10.4000/rhei.4031

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 22 novembre 2017

Pagination : 67-85

ISBN : 978-2-7535-6467-1

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Isabelle Grenut, « L'enfant abandonné et sa famille d'origine : quel lien après la séparation ? », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 19 | 2017, mis en ligne le 22 novembre 2019, consulté le 08 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/4031> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.4031>

L'enfant abandonné et sa famille d'origine : quel lien après la séparation ?

Le cas des Basses-Alpes durant la III^e République

Dans les Basses-Alpes, département rural du sud-est de la France, 805 enfants sont admis à l'assistance entre 1874 et 1923, et placés dans des familles nourricières, sous la tutelle de l'administration, incarnée par l'inspecteur départemental. Pour autant, le lien avec leur famille biologique peut ne pas se rompre tout à fait. Ainsi, durant la III^e République, les parents peuvent demander des nouvelles de leur enfant, et même le retirer, sous certaines conditions imposées par l'administration. Toutefois, l'Assistance publique encadre tout contact entre parents et enfants avec fermeté, afin de décourager l'abandon par la rupture franche du lien. Pour cette raison peut-être, les filles-mères correspondent assez peu avec les autorités, ou attendent la majorité de leur enfant pour oser le faire. Malgré la rigueur et la sévérité affichées de l'institution, qui impose théoriquement le secret du lieu de placement ou qui prohibe toute correspondance directe, certaines familles parviennent à contourner les règlements, parfois avec la bienveillance complice de ceux qui sont censés les faire respecter.

In the Basses-Alpes, a rural département in south-east France (now Alpes-de-Haute-Provence), 805 children were taken into care between 1874 and 1923, and placed with foster families, under the supervision of the administration in the shape of the departmental inspector. This did not mean that ties with the biological family were entirely broken. Under the Third Republic, parents could ask for news of their child and even take the child back under certain conditions required by the administration. However, the Assistance publique strictly supervised any contact between these parents and children so as to discourage abandonment by clearly breaking the family tie. Perhaps for that reason, few unmarried mothers corresponded with the authorities, or they waited until their child came of age to do so. For all the rigour and severity displayed by the institution, which theoretically required the foster family's identity to be kept secret or prohibited any direct correspondence, some families managed to evade the regulations, sometimes with the benevolent complicity of the officials supposed to enforce them.

Mots-clés : assistance publique, placement, secret, relations familiales, stratégies de contournement, France, Basses-Alpes, Troisième République.

Keywords : assistance publique, public care services, child welfare authority, fostering, secret, family relations, evasion strategies, France, Basses-Alpes, Third Republic.

Isabelle GRENUT

Salariée de la
fonction publique
hospitalière, Isabelle
Grenut est docto-
rante de l'UMR 7303
TELEMME (Temps,
Espace, Langage,
Europe méridio-
nale- Méditerranée),
Aix-Marseille
université-CNRS.

1. AM (archives municipales de Manosque), fonds de l'Hôpital Sainte-Barbe de Manosque, série Q193A, a, n° 5, p. 1153, 03/03/1822.

2. Sous la Restauration et la monarchie de Juillet, on estime qu'environ 25 000 à 30 000 enfants sont abandonnés en France chaque année.

3. Connu en Italie depuis le xvi^e siècle, le tour est un tambour en bois pivotant sur un axe, encastré dans le mur extérieur de l'hospice et ouvert sur la rue. Une fois l'enfant déposé dans le tour, une personne à l'intérieur du bâtiment, prévenue généralement par une cloche, actionne le dispositif et récupère le petit abandonné.

4. Cf. GRENUT Isabelle, « *Ces êtres intéressants et infortunés* ». *Les enfants trouvés des Basses-Alpes*

au xix^e siècle, Forcalquier, C'est-à-dire éditions, 2012, 224 p., p. 37-79.

5. Décret du 19/01/1811, titre VII, art. 21.

6. Loi du 27/06/1904, art. 17 : « L'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis si le tuteur estime, après avis du conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. »

7. Depuis la Restauration, une circulaire impose aux parents souhaitant reprendre leur enfant de fournir un certificat de moralité délivré par le maire de leur commune de résidence. La loi de 1904 organisant le service des enfants assistés maintient cette disposition.

8. Depuis 1970, le département se nomme les Alpes-de-Haute-Provence.

« Un fil violet passé à travers d'un petit pois rond¹ » accompagne, en mars 1822, une fillette abandonnée à l'hospice Sainte-Barbe de Manosque. On la prénomme Ariane, en raison du fil peut-être, un simple fil laissé par sa mère pour ne pas se perdre tout à fait.

Durant la période de forte montée des abandons, dans le premier tiers du xix^e siècle², l'abandon anonyme dans le tour³, instauré par le décret de 1811, puis critiqué en raison de sa trop grande accessibilité, favorise la rupture du lien entre l'enfant abandonné et ses parents. Or, certains parmi ces derniers, des mères seules le plus souvent, laissent avec l'enfant un objet, une marque ou un billet portant diverses recommandations concernant le prénom, le baptême et la qualité des soins dont on espère qu'il sera entouré. À Manosque, un quart environ des enfants abandonnés entre 1810 et 1830 en sont porteurs⁴. Ce signe de reconnaissance, bien souvent un simple ruban lié au bras ou à la tête du nourrisson, ouvre en quelque sorte une brèche dans l'anonymat, et permet à ces parents de manifester à la fois leur attachement à l'enfant, et leur intention de le reprendre, un jour, avec eux. En effet, la possibilité d'une remise de l'enfant à ses parents existe dans le décret de 1811⁵ comme dans la loi du 27 juin 1904⁶ qui réorganise le service des enfants assistés et remplace le précédent texte, sous la condition, entre autres critères, d'apporter certaines garanties socio-économiques et de bonne moralité⁷, mais également de rembourser les frais de garde de l'enfant depuis son dépôt, même si cette dernière exigence demeure d'après nos observations souvent théorique dans les Basses-Alpes⁸.

Après l'abandon, comment conserver un lien avec son enfant, alors que la législation impose la rupture avec lui et que, de surcroît, la géographie locale est peu propice aux déplacements? Durant la III^e République, l'unique dépôt bas-alpin se situe au centre du département, à Digne. Toutefois, les enfants sont placés dans tous les arrondissements, à l'exception de celui de Barcelonnette, en Ubaye, trop souvent inaccessible en raison de la neige, des torrents et des voies de communication parfois impraticables. Afin d'éclairer la spécificité du département des Basses-Alpes que nous analysons dans cet article, une brève présentation géographique nous paraît utile.

UN DÉPARTEMENT RURAL PEU TOUCHÉ PAR L'ABANDON

Le département des Basses-Alpes, dont le chef-lieu est Digne⁹, couvre un vaste territoire d'une superficie de 6 925 km²¹⁰, limité au nord par les Hautes-Alpes, à l'est par l'Italie et les Alpes-Maritimes, à l'ouest par la Drôme et le Vaucluse, au sud par le Var. Comme son nom le laisse entrevoir, ce département offre un relief fortement contrasté, « chaos de plateaux, de montagnes, de vallées¹¹ » traversé par la Durance du nord au sud, et entaillé d'est en ouest par les vallées profondes des affluents de la rivière. On peut schématiquement le partager entre un pays de haute montagne à l'est¹², une zone centrale et occidentale de moyenne montagne, et des plateaux qui le limitent au sud et à l'ouest. Dans un tel contexte géographique, l'essor des voies de communication, enjeu primordial du développement économique, rencontre de réels obstacles. Aussi l'activité se développe-t-elle surtout dans la partie la plus méridionale du département. Le long de la Durance par exemple, l'axe routier principal nord-sud, route royale, puis nationale, participe à l'essor de cette vallée. Vers 1880-1890, le chemin de fer complète le réseau routier, par des « petites lignes dans un monde rural difficile¹³ ». Mais en Ubaye, où les contraintes géographiques sont importantes, aucune ligne ne voit le jour¹⁴. Pour cette raison, le géographe André de Réparaz souligne que c'est l'automobile, et non le train, qui apporte aux Basses-Alpes des mutations décisives en matière de transport au début du xx^e siècle¹⁵. Autrement dit, dans les Basses-Alpes rien ne semble favoriser les rencontres entre mères et enfants au cours de la période étudiée ici.

Entre 1874 et 1923, 805 filles et garçons, en majorité des enfants naturels¹⁶, sont admis à l'assistance dans quatre catégories administratives. Les trois premières sont instituées par le décret de 1811 : les enfants *trouvés* (T) sont nés

9. 7 222 habitants en 1876, et 7 623 en 1936.

10. Soit 1 000 km² de plus que la moyenne nationale.

11. COLLIER Raymond, *La vie en Haute-Provence de 1600 à 1850*, Digne, Société scientifique et littéraire des Alpes-de-Haute-Provence, 1973, p. 14.

12. Le sommet principal, l'Aiguille de Chambeyron, à Saint-Paul-sur-Ubaye, culmine à 3 400 mètres.

13. DE RÉPARAZ André, *Les Campagnes de l'ancienne Haute-Provence*, Mane, Les Alpes de Lumière, 2000, p. 154.

14. Barcelonnette est la seule sous-préfecture de France sans gare.

15. DE RÉPARAZ André, *Les Campagnes de l'ancienne Haute-Provence...*, op. cit., p. 152.

16. Durant la III^e République, 72 % environ des pupilles bas-alpins sont des enfants illégitimes, par ailleurs majoritaires dans tous les départements français, selon des proportions variables.

17. DUPONT Thierry, *Le service des Enfants Assistés des Bouches-du-Rhône au XIX^e siècle*, mémoire de DEA de droit, publication du Comité d'Histoire de la Sécurité Sociale PACA, 2003-2004, p. 49.

18. BRUNET Guy, *Aux marges de la famille et de la société, Filles mères et enfants assistés à Lyon au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 148.

19. LE BOULANGER Isabelle, *Pupilles de l'Assistance. Destins croisés de pupilles de l'Assistance publique des Côtes-du-Nord (1871-1914)*, Rennes et Saint-Brieuc, PUR et Société d'émulation des Côtes-d'Armor, 2013, p. 12.

20. En 1875, on décompte 9 admis pour 3 489 naissances, et en 1923, 12 admis pour 1 462 naissances. Source : *Annuaire statistique de la France*.

21. ICHOK Grégoire (1892-1940), « L'abandon des enfants dans le département de la Seine », *Journal de la société statistique de Paris*, tome 75, 1934, p. 299-300.

22. BRUNET Guy, *Aux marges de la famille et de la société...*, op. cit., p. 16.

de parents inconnus et exposés de façon anonyme en divers lieux. Les enfants *abandonnés* (A) le sont en général par des parents qui, connus des autorités, signent un procès-verbal d'abandon. Les enfants *orphelins pauvres* (O) sont admis après la mort de leurs parents, si aucun membre de la famille ne peut se charger d'eux. Enfin, les enfants *moralement abandonnés* (MA) appartiennent à une catégorie créée par la loi de « protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés » du 24 juillet 1889, et sont confiés à l'Assistance publique à la suite d'un jugement prononçant la déchéance de la puissance paternelle d'un ou des deux parents. Une des spécificités du service bas-alpin réside dans ses effectifs très faibles, et il se trouve bien moins d'admis entre 1874 et 1923 dans les Basses-Alpes, que durant une seule année dans le département de la Seine pendant la même période. De même, dans le service des Bouches-du-Rhône entre 1873 et 1881, on admet chaque année environ 700 enfants dans la seule catégorie des abandonnés¹⁷, et dans celui du département du Rhône, en moyenne 416 enfants par an dans les années 1899-1902¹⁸. Cependant, dans le contexte rural des Côtes-du-Nord, département breton étudié par Isabelle Le Boulanger, seulement 438 livrets de pupilles sont conservés pour une période comprise entre 1871 et 1914¹⁹, chiffre relativement bas, même si l'on envisage d'éventuelles pertes. Dans les Basses-Alpes, l'effectif très bas des enfants assistés s'explique en grande partie par la faible démographie du département : on y dénombre 159 045 habitants en 1836, année du maximum enregistré au cours du XIX^e siècle, mais seulement 83 354 habitants en 1946. Cependant, entre 1875 et 1923, la proportion d'admis à l'Assistance publique rapportée aux nombre des naissances bas-alpines passe respectivement de 0,26 à 0,82 %²⁰, taux certes en légère progression, mais qui demeure tout de même très faible. Dans le département de la Seine en 1923, ce rapport est de 2,47 %²¹. Par ailleurs, le taux bas-alpin de l'illégitimité, cause reconnue d'abandons, oscille entre 1875 et 1900, de 1 à 2,6 %, taux qui tranchent avec celui de 9 % estimé par les démographes pour la France du début du XX^e siècle²². Cependant, le recours anonyme aux hospices de basse Provence par les filles-mères bas-alpines, une pratique connue, ne doit pas être sous-estimé, même s'il demeure difficile à évaluer.

ENTRE PARENTS ET ENFANTS PLACÉS, DES RUPTURES RELATIVES ?

Nous avons observé, lors de précédents travaux consacrés à l'abandon dans les Basses-Alpes, le caractère parfois relatif de la rupture du lien. Ainsi, régulièrement dénoncée par les autorités durant le premier tiers du XIX^e siècle, sans qu'on puisse pour autant en évaluer l'ampleur, la connivence entre la nourrice et la mère permet parfois d'adoucir la vie du nourrisson « abandonné », par des « dons secrets²³ » d'argent, de linge ou de savon. Il arrive même que certaines mères s'arrangent avec les nourrices pour poursuivre l'allaitement de leur bébé, à l'insu de l'administration. Ces faits remettent en cause à la fois la notion de confidentialité du placement, et celle même d'abandon. Les premiers inspecteurs des années 1830 les déplorent, mais admettent parfois leur impuissance à déjouer les stratagèmes des mères qui, tout en abandonnant leur enfant, « conservent dans leur cœur cet amour que la nature leur a donné²⁴ ». Cependant, l'instauration précoce, en 1838, des secours aux filles-mères²⁵, alloués mensuellement durant trois ans dès la naissance de l'enfant, contraint les mères qui souhaitent y prétendre à reconnaître leur enfant et à lui transmettre leur nom, mettant ainsi fin à l'usage du billet ou de la marque, à de rares exceptions près.

Les enfants assistés sont pour la plupart placés dans des familles nourricières, sous la tutelle de l'administration, incarnée par l'inspecteur de l'Assistance publique. Pour autant, le lien avec la famille biologique peut ne pas se rompre tout à fait. Durant la III^e République, comme dans les périodes précédentes évoquées plus haut, les parents des pupilles, quelle que soit leur catégorie administrative, peuvent demander des nouvelles de leur enfant, et même le retirer, sous certaines conditions. Toutefois, si les démarches des parents envers l'administration apparaissent moins fréquentes dans nos sources dans les années 1870-1880 qu'à partir du début du XX^e siècle, nos faibles effectifs rendent difficile la mise en évidence de variations chronologiques. D'autre part, toutes les catégories administratives ne sont pas considérées de la même manière par les autorités. Dans le cas des enfants moralement abandonnés, admis après un jugement, la restitution demeure conditionnée à une décision de justice. Cette situation est propre à exacerber la tentation de relations clandestines, à l'initiative des parents comme des enfants, lesquels, admis à un âge en moyenne plus avancé que les enfants abandonnés, peuvent être en capacité de correspondre avec leur famille ou même de tenter de la retrouver, parfois en fuyant. Or, pour

23. AD des AHP (archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence), 3X7, rapport d'inspection de l'arrondissement de Sisteron, 2^e trimestre 1834.

24. AD des AHP, 3X7, rapport d'inspection de la rive gauche de la Durance, 2^e trimestre 1833.

25. Nous utilisons ici la désignation alors en usage pour nommer les mères non mariées, qualifiées par la suite de mères célibataires, puis de parents isolés.

26. JABLONKA Ivan, *Ni père ni mère. Histoire des enfants de l'Assistance publique (1874-1939)*, Paris, Le Seuil, 2006, p. 43.

27. Dans la série X dédiée à l'assistance, sous-série 3X - Assistance sociale, « Dossiers individuels des enfants assistés ». Dans tous les extraits d'archives cités ici, l'orthographe, la syntaxe et la ponctuation sont respectées. En revanche, nous ne communiquons pas les noms propres, sauf dans le cas de personnes dans leur fonction (inspecteurs, préfets), aussi les noms des pupilles utilisés ici sont tous des pseudonymes.

cette catégorie plus particulièrement, la défiance de l'administration envers leurs parents, considérés comme dénaturés et corrupteurs, ne la porte pas à favoriser le maintien d'un lien quelconque, sauf exception. En dépit des difficultés propres à chaque famille et des obstacles dressés par l'administration, des parents et des enfants parviennent à maintenir ou à reprendre une relation, révélant là « l'inévitable persistance des liens familiaux²⁶ », évoquée par l'historien Ivan Jablonka. Le secret du placement et l'impossible rencontre avec son enfant, la restriction des échanges épistolaires, la régulation drastique des demandes de nouvelles, ainsi que l'enquête soupçonneuse qui précède toute restitution freinent largement le rétablissement du lien, mais ne découragent pas toujours les parents, malgré le sentiment de honte que certaines mères expriment parfois, en rapport avec l'illégitimité de leur grossesse ou l'abandon de leur enfant. Dans ce département très étendu, mais peu peuplé, la difficulté à le parcourir en toutes saisons afin de visiter aussi bien les familles nourricières que les maires – une source importante d'information pour l'inspection – est souvent mise en avant par les fonctionnaires de l'Assistance bas-alpine. Le maintien des liens entre parents et enfants qu'on y observe parfois est-il lié à une certaine incapacité administrative à entraver tout à fait de telles relations, établies avec la complicité de connaissances ? D'un autre côté, l'administration elle-même peut montrer quelque souplesse, au cas par cas, y compris à l'égard d'enfants moralement abandonnés, en principe totalement privés de contact avec leurs parents. Cette attitude est-elle favorisée ici par des effectifs d'enfants assistés peu importants, qui permettent aux inspecteurs une approche plus individualisée et plus sereine des relations familiales ?

Les sources analysées ici consistent principalement dans les dossiers nominatifs des pupilles conservés aux archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence (Digne)²⁷. Un tiers des dossiers des pupilles admis à l'Assistance publique dans les Basses-Alpes, entre 1874 et 1923, a été dépouillé, afin de dégager, à des fins statistiques, un échantillon de 266 dossiers sur 805. En raison du faible effectif d'enfants assistés présents dans ce département durant la III^e République, nous avons choisi de prélever systématiquement un dossier sur trois, plutôt que de privilégier l'étude de certaines années, les dossiers hors échantillon étant également analysés, dans une perspective plus thématique. Cependant, cette méthode limite l'approche chronologique, rendue presque impossible parfois par manque de données.

LE SECRET DU PLACEMENT, UNE OBLIGATION INCONTOURNABLE ?

« Donnez-moi des nouvelles de ma petite si vous pouviez me dire dans quel pays elle est²⁸ », questionne une mère, peu après l'abandon de sa fillette. Connaître l'endroit où vit son enfant, c'est s'en rapprocher, l'imaginer même, mais surtout parvenir un jour à le rencontrer, une tentation fortement réprouvée et combattue par les autorités, pour plusieurs raisons. En France, par le secret du placement, et cela quel que soit le régime politique ou la période concernée, on signifie au parent qui abandonne son enfant qu'il ne le reverra jamais, ce renoncement total à tout contact étant considéré par l'administration comme le « frein le plus puissant de l'abandon²⁹ ». L'article 22 de la loi du 24 juin 1904 n'invente donc rien de nouveau lorsqu'il stipule que « le lieu du placement reste secret, sauf décision du préfet prise dans l'intérêt de l'enfant ». Le but ainsi poursuivi par la loi, tout en facilitant l'abandon anonyme, est d'éviter une rencontre entre l'enfant abandonné et ses parents, hors le cadre officiel d'une remise éventuelle. Même si l'on doit pour y parvenir prendre des mesures exceptionnelles, comme pour la petite Joséphine Pourpe, dont les autorités soupçonnent la mère d'être une prostituée, et à qui l'on change le patronyme dès son admission : « Afin de la soustraire aux recherches de sa mère, la fillette sera désignée sous le nom de [Blanchard Joséphine]³⁰. »

« Il est juste que ceux qui abdiquent les devoirs de la famille n'en goûtent pas les joies³¹ », reprend, citant un texte plus ancien, le conseiller d'État Henri Monod³² dans une circulaire du ministère de l'Intérieur en 1904. Ni d'ailleurs les peines, puisqu'il arrive que l'Assistance publique pousse ce secret jusqu'à l'étendre à la sépulture de l'enfant, ainsi qu'on l'a observé pour le département d'Ille-et-Vilaine³³. Le lieu du placement de l'enfant doit donc demeurer ignoré des « auteurs » du petit abandonné, ainsi que le nom de sa nourrice. Une des craintes de l'administration est que les parents abandonnent, et fassent élever aux frais de l'État, un enfant qu'ils fréquentent toujours, reprenant là une opinion répandue dans les milieux de l'assistance durant tout le XIX^e siècle. Or, l'aspect pécuniaire n'est pas le seul pris en compte ici, et l'on voit apparaître après 1904 la notion centrale d'« intérêt de l'enfant ». Ainsi, l'adaptation de l'enfant à son milieu d'accueil est réputée compromise par un contact répété avec sa famille d'origine, milieu jugé amoral et dangereux pour lui. Afin que l'abandon soit en quelque sorte consommé, parents et enfants doivent être matériellement séparés, toutes catégories confondues, sauf exceptions. Aux

28. AD des AHP, 3X29, Angeline PEYRE, A (abandonnée), rec (reconnue), née en novembre 1888, admise le 12/11/1888. Courrier à l'inspecteur, 29/05/1889. La mère est mariée avec le père de son enfant, qui l'a reconnu.

29. ALCINDOR Émile, *Les enfants assistés*, Paris, E. Paul, 1912, p. 83-84.

30. AD des AHP, 3X36, Joséphine POURPE dite BLANCHARD, MA (moralement abandonnée), rec, née en août 1892, admise le 07/04/1896. Procès-verbal d'admission, 14/04/1896.

31. Cf. ALCINDOR Émile, *Les enfants assistés...*, *op. cit.*, p. 511.

32. Henri-Charles Monod (1843-1911), conseiller d'État et directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques.

33. FAUCONNIER-CHABALIER Martine, *Les destins croisés des pupilles et de leurs familles (1914-1939)*, Rennes, Presses de l'EHESP, 2009, p. 163.

parents inaptes, on impose ainsi l'épreuve du renoncement, provoquant parfois quelques résistances.

Contre l'avis des autorités, du contournement au rapt

Dans ce territoire à la fois étendu et sous peuplé, où les informations semblent parfois circuler plus vite que les hommes, les contacts entre parents et enfants peuvent s'en trouver facilités. Certaines familles contournent l'interdit administratif ou judiciaire, mettant à profit leurs relations afin de découvrir les lieux de placement de leurs enfants et entrer en contact avec eux. Ainsi le père naturel de trois orphelines de mère « se permet de visiter lesdites pupilles et conserve ainsi sur elles une influence pernicieuse étant donné l'immoralité révoltante de cet individu³⁴ », relation considérée comme une « tentative de détournement de mineure³⁵ », et qui provoque le changement de placement des fillettes. Quant à la jeune Adeline, admise en 1919, « la mère a toujours connu le placement de son enfant, ce qui explique qu'elle ne demandait pas de nouvelles à l'administration³⁶ », reconnaît l'inspecteur de l'Assistance publique. De telles fuites, dont l'étendue est impossible à évaluer, peuvent contribuer à expliquer, toutes proportions gardées, la faiblesse du nombre des demandes de nouvelles dans le département.

Or, si les mesures prises envers un enfant sont contestées par sa famille, la reprise de force, avec plus ou moins de violence, peut s'imposer comme unique solution à des parents qui vivent avec découragement, frustration ou sentiment d'injustice, les décisions administratives concernant leurs enfants. Ainsi, Mélanie Julien, domestique dans un hôtel de Pertuis, décide en 1881, 7 ans après l'abandon, de récupérer son fils, malgré l'interdiction qui lui en est faite. Ayant alerté la gendarmerie « pour enlèvement d'un enfant appartenant à l'État³⁷ », l'inspecteur Pommeraye, qui montre en certaines occasions plus de zèle que ses collègues, la menace alors :

La mère de l'enfant s'est présentée chez le nourricier pour le retirer, la fille-
« mère [...] se trouvant dans l'impossibilité de payer la somme de 806f 81c que lui réclame le département des Basses-Alpes. Il paraît que cette femme considère les ordres qui lui sont donnés comme non-avenus et qu'elle a l'habitude d'agir à sa guise sans s'inquiéter des résultats ; car malgré toutes les recommandations que vous avez dû lui faire, elle persiste à garder près d'elle son enfant et ne se

34. AD des AHP, 3X41, Eugénie Céline DURAND, O (orpheline), non rec (non reconnue), née en avril 1885, admise avec ses sœurs le 17/01/1900.

Courrier du préfet au procureur de Digne, 31/07/1900. Il est rédigé par l'inspecteur Sarraz, mais le préfet le trouve « excessif » quant à la « tentative de détournement de mineure », ne trouvant, lui, rien de « délictueux » dans le comportement paternel. Précisons que le père des fillettes est aussi le beau-père de leur mère, fille de sa femme issue d'un premier lit, et que cette relation, considérée comme « adultérine, et même incestueuse » explique la réaction « excessive » de l'inspecteur Sarraz.

35. *Ibid.*

36. AD des AHP, 3X145, Adeline LECROC, A, rec, née en mars 1919, admise le 28/03/1919.

37. AD des AHP, 3X17, Paul Martin JULIEN, A, rec, né en novembre 1871, admis le 01/04/1874. Courrier de l'inspecteur Pommeraye au commandant de la gendarmerie de Pertuis, 06/07/1881.

doute pas que l'administration est décidée à agir envers elle avec toute la rigueur de la loi³⁸. »

Le recours aux maires ruraux, proches de la population, dans le règlement des affaires de l'Assistance est une pratique habituelle de l'administration. Or, le maire de Pertuis, ville assez importante du département voisin du Vaucluse, semble ici plutôt épauler la jeune femme dans sa démarche, et rédige même pour elle une réclamation au préfet des Basses-Alpes :

Elle expose que se trouvant obligée de servir pour vivre, elle ne possède « absolument rien, elle se trouve dans l'impossibilité absolue de payer la somme demandée. Mais en sa qualité de mère, elle se croit fondée à réclamer de la bienveillance de l'administration l'autorisation de retirer son fils et de lui permettre de continuer son éducation jusqu'à sa majorité³⁹ », explique-t-il.

Quelques semaines plus tard, en août 1881, cette jeune femme déterminée, qui signe son courrier d'un « Votre très humble et obéissante servante Illettrée⁴⁰ », obtient la remise gratuite de son enfant, en partie sans doute grâce au soutien du maire de sa commune.

Au cœur d'un conflit entre sa mère et l'administration, la petite Angèle se trouvant à Châteaufort chez sa nourrice en janvier 1897, y est « reprise violemment par sa mère et son parâtre⁴¹ ». Cette enfant naturelle, mise en nourrice depuis sa naissance par sa mère, Augustine Nalet, est admise en novembre 1896 comme abandonnée à l'âge de dix ans, parce que le salaire de la nourrice n'est plus réglé depuis longtemps. La fillette, qui reconnaît sa mère, « set mise a crier voila ma mere⁴² ». Puis cette dernière et son compagnon interrogent l'enfant. « Ils ont dit a la petite si elle voulai aller avec eux, la petite lui a repondu que non on la proposer encore, a ce quil parait quil lui on dit vien avec nous à Nibles nous allons te doner une jolie robe et des boucles d'oreilles et ta photographie⁴³ », rapporte le nourricier, dont l'épouse fut témoin des événements. Il poursuit : « la petite lui di quelle ne voulais pas y aller alors le parâtre l'a prise [...] la petite a sauter de la voiture pour se retourner met le parâtre la reprise et la remise dans la voiture⁴⁴ ».

Alice, fillette moralement abandonnée à l'âge de neuf ans, en 1908, à la suite de la condamnation de son père et de l'internement de sa mère aliénée, est enlevée par son père, déchu et condamné pour violence sur la fillette. « Il est

38. AD des AHP, 3X17, Paul Martin JULIEN... Courrier de l'inspecteur Pommeraye au maire de Pertuis (Vaucluse), 05/08/1881.

39. AD des AHP, 3X17, Paul Martin JULIEN... Courrier de Mélanie Julien (rédigé par le maire de Pertuis) au préfet des Basses-Alpes, 10/08/1881.

40. *Ibid.*

41. AD des AHP, 3X36, Angèle NALET, A, rec, née en août 1886, admise le 21/11/1896. Courrier du nourricier à l'inspecteur, 17/01/1897.

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

44. *Ibid.*

45. AHP, 3X51, Alice BERNARD, MA, lég (légitime), née en septembre 1899, admise le 07/10/1908. Courrier de la Supérieure de l'orphelinat St Martin de Digne au préfet Dautresme, 26/09/1908.

46. *Ibid.*

47. AD des AHP, 3X51, Alice BERNARD... Courrier de l'inspecteur Gautier au maire de Puimoisson, 08/01/1909.

48. *Ibid.* Souligné par l'inspecteur.

49. AD des AHP, 3X20, Julienne Marie JAVIE, A, rec, née en novembre 1876, admise le 08/12/1880.

venu brusquement enlever sa fille de l'orphelinat [St Martin de Digne] malgré les protestations du personnel⁴⁵ », et ce rapt, qui n'est pas le premier, effraie les religieuses de l'orphelinat, qui, « malgré [leur] attachement à la chère enfant⁴⁶ », refusent de la reprendre, par crainte de la violence sans doute, et peut-être, du scandale. L'Assistance publique la place alors chez des nourriciers, mais le lieu étant tenu secret, le père menace peu après l'inspecteur départemental « de lui faire un mauvais parti s'il continuait à l'empêcher de communiquer avec sa fille⁴⁷ ». L'inspecteur Gautier ne manque pas de rappeler à ce père violent la condamnation dont il est l'objet, et l'assure que « sa fille est admirablement bien placée sous tous rapports, qu'elle est entourée de toutes sortes de bons soins, et qu'elle est très heureuse⁴⁸ », soulignant là la justesse de la mesure, qui permet à l'enfant de s'épanouir, hors de portée de ce parent indigne.

La reprise illicite de son enfant par des parents contrariés varie ici, du simple exercice du bon droit maternel, peut-être en toute naïveté, aux raptés répétés d'un père condamné et déchu. Afin d'éviter de telles extrémités, le secret du placement est conservé la plupart du temps avec rigueur. Toutefois, l'inspecteur départemental peut prendre l'initiative d'un assouplissement de la règle, lorsque les parents ou la mère offrent toutes les garanties morales, et qu'il ne redoute aucun préjudice pour l'enfant. Lorsque le maintien du lien entre l'enfant et sa mère paraît possible, et même souhaitable, une certaine tolérance s'exerce parfois, et de rares dérogations sont accordées.

Adoucir la règle: tolérances et dérogations mesurées

Dans l'intérêt de l'enfant, des dérogations peuvent être octroyées à certaines familles par une administration qui, ponctuellement, sait se montrer moins sourcilieuse que d'ordinaire. Ainsi une fillette de quatre ans « abandonnée » par sa mère chez son grand-père en 1880, demeure placée dans sa famille maternelle, et bénéficie de contacts fréquents avec sa mère « qui avait paru dans un moment de détresse l'avoir abandonnée [et qui] se rappelle de lui fournir de temps à autre quelques secours⁴⁹ ». L'administration n'ignore pas que la mère, cuisinière à Paris, revient passer ses vacances avec sa fille, et lorsque la jeune-fille quitte « furtivement » son placement pour rejoindre sa mère à Paris, à l'âge de quinze ans, l'inspecteur ne donne aucune suite judiciaire, car il connaît la situation. C'est à l'arrivée à ce poste de l'inspecteur Couret que les choses se gâtent, ce fonctionnaire prenant en main, sans bien les connaître, les dossiers du service bas-alpin.

« Ma fille, qui est déjà près de moi depuis quatre ans sans que l'administration des Enfants assistés s'en soit occupée, sauf depuis l'arrivée dans les Basses-Alpes de l'inspecteur actuellement en fonction, désire ardemment ne pas se séparer de sa mère qui la dirige dans la voie du travail et de l'honneur, comme d'ailleurs vous le prouve le certificat ci-joint que l'on m'a conseillé de vous adresser⁵⁰ », plaide avec assurance la mère de l'adolescente, qu'elle reconnaît par ailleurs faire passer pour sa nièce, afin d'éviter sans doute le mépris alors réservé aux filles-mères. Renseignements pris, la remise est officialisée par l'administration.

De même, certaines pupilles mineures, mères à leur tour, sont autorisées à visiter leur enfant placé. Ainsi Joséphine B., jeune pupille placée à Valensole, écrit directement à la nourrice pour avoir des nouvelles de son enfant. « Pour Paque je compte allait a L'Escale voir mon petit [...] il me disse qu'il est bien beau, et que bientôt il marche, je ne suis pas encore allait les voir depuis que je suis a Valensole, parce que sa coute cher pour y allait⁵¹ », rapporte la jeune mère de 17 ans à l'inspecteur Rougon. En 1938, la nourrice d'une petite Alphonsine qui est souffrante, prie ouvertement l'inspecteur de « le faire savoir a la maman car si des fois elle venais ici quelle voi sa petite comme elle est⁵² ».

L'historienne Virginie De Luca souligne « l'indignation compréhensive⁵³ » qui caractérise en général l'attitude des inspecteurs départementaux vis-à-vis des mères abandonneuses, une compréhension dont nous observons ici l'expression. Par ailleurs, cette tolérance exceptionnelle indique que l'inspecteur départemental conserve une certaine marge d'appréciation, et qu'il peut favoriser, dans certains cas, le lien entre la mère et son enfant, peut-être même parfois à l'insu de l'autorité préfectorale. L'impossibilité des retrouvailles entre parents et enfants, qui entretient tout particulièrement chez les mères un sentiment profond de frustration et de perte, est donc parfois battue en brèche, et il arrive que, par initiative parentale clandestine ou par tolérance administrative, la rencontre ait lieu malgré tout. Qu'en est-il de la correspondance entre famille et pupille, susceptible d'adoucir la séparation ?

CORRESPONDANCES PARCIMONIEUSES :

DANS « L'INTÉRÊT DE L'ENFANT »

L'Assistance publique tolère, à de rares occasions, une correspondance entre parents et enfants, en fonction de l'âge de ces derniers, qu'elle transmet elle-

50. AD des AHP, 3X20, Julienne Marie JAVIE... Courrier d'Adèle J. au préfet Offroy-Durieu, 10/10/1895. Le certificat n'est pas conservé dans le dossier, mais nous supposons qu'il peut s'agir d'un certificat du commissaire de son quartier, ou bien du maire de son arrondissement, attestant de la bonne moralité et des capacités de la jeune femme à loger et entretenir sa fille.

51. AD des AHP, 3X54, Joséphine Lucille ASTOIN, A, rec, née en juillet 1911, admise le 19/08/1911. Courrier de la pupille à l'inspection, 04/04/1930.

52. AD des AHP, 3X148, Alphonsine Fabienne CHARLES, A, rec, née en juin 1938, admise le 28/06/1938.

53. DE LUCA Virginie, *Aux origines de l'État-Providence. Les inspecteurs de l'Assistance publique et l'aide sociale à l'enfance (1820-1930)*, Paris, INED, 2002, p. 286.

54. AD des AHP, 3X20, Adèle Marie LA VIGNE DE LA LANDE DU COUDRAY, A, lég, née en octobre 1868, admise le 22/01/1881. Courrier de l'inspecteur de l'Assistance publique à la mère de la pupille, 20/07/1881.

55. AD des AHP, 3X40, Hortense Marie CARROU, MA, lég, née en janvier 1892, admise le 23/10/1899. Courrier de la pupille à son père, 03/04/1900.

56. AD des AHP, 3X40, Hortense Marie CARROU... Réponse de l'inspecteur Sarraz, 04/04/1900.

57. Les enfants moralement abandonnés sont en fait issus essentiellement d'une procédure de cession volontaire prévue au titre II de la loi de 1889, consentie par des parents acculés par la misère ou différentes circonstances. Cf. DESSERTINE

Dominique, MARADAN Bernard, « Ces orphelins qui ont le malheur d'avoir des parents », *Autorité, responsabilité parentale et protection de l'enfant*, actes du colloque de Lyon des 21-23 novembre 1991, Confrontations européennes régionales, Lyon, *Chronique sociale*, 1992, p. 238-245.

même aux intéressés, afin de garantir le secret du placement, et de contrôler le contenu de l'échange. Le statut social des familles joue-t-il un rôle dans les quelques facilités permises? Dans le cas de la jeune Adèle Lavigne de la Lande du Coudray, outre le patronyme familial, la maîtrise de la langue et des usages que la correspondance de sa mère révèle, ainsi que la promptitude avec laquelle cette dernière règle ses dettes aux nourriciers, ne peuvent que rassurer l'inspection. Cette enfant légitime, abandonnée à la suite de la séparation de ses parents, qui s'en disputent âprement la garde, se trouve placée à gages à treize ans par l'Assistance publique, dans l'usine à soie de M^{me} Faujas St Fond, à Taulignan dans la Drôme. Afin d'obtenir des nouvelles, mais aussi pour connaître le lieu de son placement, sa mère contacte en 1881 l'inspecteur Pommeraye qui répond :

Elle est à plus de 200 km d'ici (Digne). Je viens d'en recevoir des nouvelles. « L'excellente femme qui a bien voulu la recueillir me fait savoir qu'elle est un peu indisposée en ce moment. Elle croit que c'est le désir qu'elle a de vous voir qui en est la cause. Voilà pourquoi l'administration se montre en général sévère pour que les enfants correspondent peu avec les parents. Vous voyez que j'avais raison d'hésiter à lui faire remettre vos envois⁵⁴. »

Autre cas de tolérance épistolaire, celle, plus exceptionnelle en raison de la catégorie administrative de l'enfant, accordée à Hortense Carrou, moralement abandonnée. En avril 1900, la fillette, qui semble en avoir l'habitude, écrit à son père :

Nous allons faire notre première communion le Jeudi Saint, nous allons prier « pour vous et demander au Bon Dieu de nous réunir comme avant. Pourquoi faut-il que vous soyez si loin en ce beau jour? Oh, si vous pouviez venir, comme nous serions heureuses⁵⁵! »

Cette lettre de l'ainée des quatre filles de M. Carrou est retenue par l'inspection, invoquant le règlement du service qui prohibe toute rencontre entre parents et enfants abandonnés : « [...] réglementairement elle ne saurait être adressée au sieur [Carrou] en raison de l'invitation qu'elle contient⁵⁶ ». Ce père veuf, ayant consenti librement à être déchu de ses droits⁵⁷ en 1899 en raison du décès de sa femme et de la grande misère de son foyer, réclame la poursuite de leur correspondance :

« Je vous prie d'être assez bon et me faire écrire par mes fillettes car je languis beaucoup de recevoir des nouvelles et vous me direz un peu si elles sont devenues sages et si elles contentent un peu mieux leur nourricier et leur institutrice et si elle sont en bonne santé⁵⁸. »

En marge de son courrier, tracée de la main de l'inspecteur, cette note :

Répondre : elles s'améliorent ; bonne santé ; l'aînée est placée en domestique chez un notaire ; y est très contente ; l'étourderie revient parfois ; faire part de la 1^{re} communion des aînées⁵⁹. »

On voit ici combien la relation risque à tout moment d'être interrompue, par un souhait exprimé par une enfant en toute naïveté, et qui pourtant ne parvient ni à fléchir ni à tromper la surveillance tatillonne exercée par l'Assistance publique.

OBTENIR DES NOUVELLES, DE LA GÊNE À L'OBSTINATION

« Cela n'est pas sen rougir que je vous trace ces lignes⁶⁰ », avoue en préambule de sa demande de nouvelles une mère qui exprime ainsi sa honte, de sa grossesse illégitime peut-être, mais sans doute également de l'abandon qu'elle a fait de son enfant. Elle poursuit : « Monsieur, vous devez vous dire que si j'avais été une bonne mère, je n'aurais point abandonné cette enfant ou du moins ne pas avoir attendue 21 ans de savoir ce quelle est devenue⁶¹. » Lorsque la gêne n'est pas si clairement exprimée, il n'est pas rare que les mères qui écrivent à l'inspecteur ou au préfet, accumulent maladroitement des formules de politesse et d'excuses, et trahissent ainsi leur embarras. « Je vous prie de m'excuser si je viens solliciter votre bien aimable attention pour vous demander que vous ayez la bonté de me faire le plaisir pour pouvoir retirer mes trois enfants⁶² », sollicite la mère de trois mineurs immatriculés comme moralement abandonnés en 1898. La place grandissante faite à l'enfant au cours du XIX^e siècle, dont témoigne l'engagement de l'État pour sa protection sous la III^e République, et « la modification de la conception de la famille, atténuant la toute-puissance du père et codifiant en quelque sorte les règles de conduite des parents à l'égard de leurs enfants⁶³ », contribuent, semble-t-il, à déplacer le regard porté sur l'abandon. De la « faute » de la fille-mère à la défaillance de la mère indigne,

58. AD des AHP, 3X40, Hortense Marie CARROU... Courrier du père déchu à l'inspecteur de l'Assistance publique, 02/06/1900.

59. AD des AHP, 3X40, Hortense Marie CARROU... Commentaire de l'Inspecteur Sarraz, souligné par lui, 06/06/1900.

60. AD des AHP, 3X51, Gabrielle Aline ROUGIER, A, rec, née en septembre 1908, admise le 12/09/1908. Courrier de la mère de la pupille à l'inspecteur, 22/08/1929.

61. *Ibid.*

62. AD des AHP, 3X39, Antoine Arthur MIELLE, MA, lég, né en juin 1889, admis le 18/04/1898, avec un frère et une sœur. Courrier de la mère du pupille à l'inspecteur de l'Assistance publique, 21/08/1903.

63. AN TOMARCHI Véronique, *Politique et famille sous la III^e République, 1870-1914*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 51.

64. RIVIÈRE Antoine, *La misère et la faute. Abandon d'enfants et mères abandonneuses à Paris (1876-1923)*, thèse d'histoire, sous la direction de Jean-Noël Luc, université Paris 4, 2012, p. 676. L'auteur cite une jeune domestique qui, en 1913, sur le point de confier sa fille à l'Assistance publique parisienne, écrit à la nourrice de celle-ci : « C'est assez honteux pour moi d'abandonner mon enfant. »

65. 35 dossiers sur 161 comportent au moins une demande de nouvelles provenant de la famille.

66. AD des AHP, 3X36, Rosalie BUES, A, rec, née en février 1896, admise le 18/02/1896.

67. AD des AHP, 3X23, Fernand Hervé FOUILLOUX, O, lég, né en mars 1877, admis le 12/10/1883. Courrier de l'inspecteur Pommeraye au nourricier des enfants Fouilloux, 25/01/1887.

l'image de la « mauvaise mère », expression intériorisée d'une « honte sociale⁶⁴ », s'impose au travers des propos des mères bas-alpines.

Seule possibilité pourtant offerte de conserver un lien avec son enfant, si tenu soit-il au travers des filtres imposés par l'administration, la demande de nouvelles de la part des parents directs est peu pratiquée, et moins de 13 % des 266 dossiers nominatifs de notre échantillon en renferment. Si l'on prend en compte les seuls enfants de la catégorie des abandonnés, cette proportion s'élève à environ 20 % de pupilles concernés par au moins une demande de nouvelles au cours de leur tutelle⁶⁵.

Des échanges strictement réglés par l'administration

Dans le service des Basses-Alpes comme ailleurs, la règle est de donner des nouvelles chaque trimestre aux mères qui en font la demande, cela durant toute la période étudiée ici, avec plus ou moins de détails selon les situations, sans qu'il nous soit toutefois possible de distinguer une période ou un inspecteur plus favorable à la communication entre parents et administration. Un timbre doit être joint à la demande, sinon l'inspection n'y donne pas de suite. « Pas de timbre pour réponse, non répondu⁶⁶ », signale le fonctionnaire sur le courrier d'une jeune domestique de 22 ans, le 17 juillet 1896. En 1887, l'inspecteur Pommeraye précise à la fois la rigueur du règlement et sa propre opinion sur les parents abandonneurs :

L'administration ne peut accorder [...] l'autorisation de communiquer avec «eux [les enfants] directement. L'art. 117 du règlement s'y oppose formellement. Tout ce qui ne peut être refusé se borne à dire aux intéressés, à la fin de chaque trimestre et sur leur demande écrite, si les enfants sont bien ou mal portants, vivants ou morts et cela jusqu'à 21 ans. Si ce règlement paraît sévère à des parents dénaturés, ils n'avaient qu'à ne point abandonner leurs enfants et à pourvoir à leur existence en se privant un peu au besoin des plaisirs qu'ils peuvent se payer⁶⁷. »

Certaines institutions étrangères fonctionnent, durant la même période, avec un peu plus de souplesse. Au *London Foundling Hospital* par exemple, lieu d'accueil des enfants abandonnés de la capitale anglaise, si les mères ne peuvent écrire directement à leur enfant, elles en obtiennent des nouvelles, parfois assez précises, aussi souvent qu'elles le souhaitent, et ont la permission de lui envoyer

de l'argent ou des cadeaux. Toutefois, les filles-mères britanniques sont, à l'instar de notre exemple bas-alpin, une minorité à maintenir une correspondance régulière avec l'institution⁶⁸.

Il faut noter en outre que le décès de son enfant est rarement annoncé spontanément à sa mère, et que c'est souvent à l'occasion d'une demande de nouvelles qu'elle en prend connaissance, parfois très tardivement. Ainsi la petite Eulalie Bernard, née en juillet 1895, meurt chez sa nourrice le 25 décembre de la même année. Sa mère est informée du décès, en réponse à sa demande de nouvelles, plus de neuf mois après. Telle annonce doit, de ce fait, être redoutée par toute mère qui écrit, même si la question de la mort n'est que rarement abordée de manière franche et directe dans les courriers. Le 11 octobre 1912, avec une certaine maladresse sans doute, une mère exprime néanmoins son chagrin qui ne cède pas :

Faites moi donc savoir si mon enfant est vivante ou morte sais ce que je
 « veux savoir car si elle n'existe plus j'ai plus à m'en inquiéter car je suis toujours
 plonger dans la tristesse en pensant à cet enfant privé de sa mère car je ne veux
 pas l'abandonner⁶⁹. »

Notons que le refus de l'abandon, clairement affirmé ici, trois mois après l'admission de l'enfant, n'apparaît qu'à cette occasion dans nos sources, où les femmes tentent plutôt de justifier *a posteriori* leur geste.

De son côté, la mère de Joséphine, qui, elle, exprime par de nombreux courriers tout au long de la tutelle de ses filles moralement abandonnées, combien leur absence lui est « insupportable [et la fait] profondément souffrir⁷⁰ », obtient l'autorisation de visiter sa fille de 20 ans, gravement atteinte de la tuberculose et hospitalisée en 1928. « Cela est bien terrible pour une mère ayant eu déjà bien du mal à pouvoir la visiter, je n'ai eu guère que quelques minutes à causer avec elle⁷¹ », déplore-t-elle pourtant, désolée de ne pas avoir pu passer davantage de temps avec cette enfant qu'elle n'aura sans doute pas eu l'occasion de revoir, puisque celle-ci meurt quelques mois plus tard.

« Est-elle-en bonne santé oui?... non⁷²?... »

Les demandes de nouvelles se résument parfois à deux ou trois phrases stéréotypées, souvent les mêmes lorsque la correspondance se répète : savoir

68. FROST Ginger, « "Your mother has never forgotten you" : illegitimacy, motherhood, and the London Foundling Hospital, 1860-1930 », *Annales de démographie historique*, 2014, n° 1, p. 45-72.

69. AD des AHP, 3X55, Marie Émilie GIBERT, A, rec, née en juin 1912, admise le 08/07/1912.

70. AD des AHP, 3X111, Joséphine Adrienne Eugénie D'ALBA, MA, lég, née en décembre 1909, admise le 16/12/1915, décédée le 30/08/1928. Courrier de la mère de la pupille à l'inspection, 18/05/1923.

71. *Ibid.* Courrier au médecin en chef de l'hôpital de Digne, 01/05/1928.

72. AD des AHP, 3X148, Raymonde Baptistine CHARLES, A, rec, née en février 1920, admise le 18/02/1920.

si son enfant est vivant ou pas, s'il est en bonne santé, s'il est entouré de bons soins. À la répétition des questions, en miroir, le laconisme des réponses : l'enfant est vivant, il se porte bien, il est entouré des meilleurs soins. Rien n'oblige d'ailleurs les inspecteurs à donner de plus amples renseignements, et la loi de 1904 se borne à indiquer, dans son article 22, que « la mère ou la personne qui a présenté l'enfant peuvent être renseignées à des époques fixées de l'existence ou la mort de celui-ci ».

Dès l'abandon de son nouveau-né, au début du mois d'août 1885, Hélène Royer tricote pour lui, afin de pouvoir « se dire qu'au moins il porte des tricots de sa mère⁷³ ». Peut-être cherche-t-elle également à protéger son enfant contre un froid plus symbolique, identifié par l'historienne Franca Doriguzzi à « une métaphore universelle, profondément enracinée dans la structure mentale, pour désigner le manque d'amour⁷⁴ ». Elle en obtient des nouvelles régulières par l'inspecteur, dans l'attente de le voir un jour, peut-être :

De savoir qu'il est en parfaite santé et qu'il est entouré de tous les soins
« possible, sa me fera prendre patience en attendant que Mr l'Inspecteur est la facilité de me le faire voir sait ce qui me ferait encore plus de plaisir mais on ne peut pas tout avoir⁷⁵. »

Rythme des demandes : un temps étiré

Les premières demandes de nouvelles des mères émergent le plus souvent dans les semaines ou dans les mois qui suivent l'abandon de l'enfant. Trois semaines seulement après la naissance de Gabrielle en avril 1921, sa mère s'adresse ainsi à l'inspection, évoquant à demi-mots une éventuelle reprise :

Je viens vous demander Mr l'Inspecteur d'avoir la bonté de me rendre le bien
« grand service de me donner des nouvelles de [...] ma fillette que je languis déjà beaucoup. Je comprends très bien le devoir qui m'incombe, et à mon devoir de mère je n'y faillirais pas⁷⁶. »

L'inspecteur Gautier répond assez sèchement que « M^{lle} [...] a reçu à la maternité tous les ~~conseils possibles~~ renseignements sur les conséquences qui résultent de l'abandon d'un enfant à l'AP. Les secours lui ont été offerts ainsi qu'une nourrice. Aujourd'hui l'enfant est immatriculé dans le service comme abandonné⁷⁷ ».

73. AD des AHP, 3X26, Marie Augustine ROYER, A, rec, née en août 1885, admise le 09/08/1885. Courrier de la mère de la pupille à l'inspecteur, 22/08/1905. Nous ignorons si l'inspection fait parvenir les tricots au nourrisson.

74. DORIGUZZI Franca, « Vestiti e colori dei bambini: il caso degli esposti », *Enfance abandonnée et société en Europe, XIV^e-XX^e siècles*, École française de Rome, 1991, p. 517.

75. AD des AHP, 3X26, Marie Augustine ROYER..., *op. cit.*

76. AD des AHP, 3X138, Héloïse Marielle Laurence LAMIEL, A, non rec, née en avril 1921, admise le 21/04/1921. Courrier de la mère de la pupille à l'inspecteur, 02/05/1921.

77. *Ibid.* Note inscrite sur la lettre de la mère et raturée par l'inspecteur, non datée.

Ce contact par inspecteur interposé, à la fois contraignant et frustrant pour les parents, peut cesser après quelques échanges, parfois en raison d'événements qui interviennent dans la vie de la mère, comme un mariage, la venue d'un autre enfant, un nouvel emploi, un déménagement, péripéties dont nous n'avons que peu de traces dans les archives. Nous observons en revanche que la plupart des demandes de nouvelles régulières précèdent une démarche de retrait, et ce témoignage d'intérêt soutenu plaide souvent auprès des autorités en faveur d'une restitution, ce que n'ignorent probablement pas les mères.

L'absence de demande de nouvelles durant la minorité de l'enfant ne signifie évidemment pas que sa mère l'a oublié, et à l'occasion de circonstances exceptionnelles, la guerre par exemple, ou lorsque le pupille atteint sa majorité, certaines femmes expriment le désir de connaître le destin de leur enfant. Ce sont d'ailleurs les mêmes moments que les pupilles eux-mêmes privilégient pour aborder avec l'administration la question de leurs origines⁷⁸. La guerre, période dramatique et anxiogène, réactive les ressorts du lien entre parents et enfants, de part et d'autre, et les questions que l'on n'a peut-être jamais eu l'audace ou le courage de formuler, paraissent alors à la fois plus légitimes et plus urgentes. En 1918, une mère, domestique à Marseille, demande pour la première fois des nouvelles de son enfant, abandonné dix-neuf ans plus tôt : « Il est de la classe 19 s'il est encore en vie. enfin pense sous peu avoir de bons renseignements auprès de lui⁷⁹. » Durant la Première Guerre mondiale, des dispositions spéciales sont d'ailleurs adoptées par le ministère de l'Intérieur « à la suite de demandes de renseignements sur l'état de santé de militaires au front, qui lui ont été adressées par des mères de famille ayant été autrefois dans l'obligation de confier leurs enfants à l'Assistance publique⁸⁰. » Il s'agit de « faire fléchir la règle du secret du placement⁸¹ », afin de permettre aux mères de correspondre avec leur fils mobilisé, et aussi, peut-être, de soulager le secrétariat du ministère de la Guerre, saturé de demandes.

Hormis la période de guerre propice aux aménagements de la loi, la majorité de leur enfant est un moment souvent choisi par les mères pour demander de ses nouvelles et obtenir son adresse, afin de tenter de renouer le contact. La sortie de tutelle du pupille signifie-t-elle pour autant que l'administration peut renseigner les mères sur le lieu de résidence de leur enfant ? La règle du secret n'est pas limitée dans le temps, et c'est souvent à une fin de non-recevoir que se heurtent les parents. Blanche R., abusée en 1908 par le mari de sa mère,

78. RIVIÈRE Antoine, « La quête des origines face à la loi du secret. Lettres d'enfants de l'Assistance publique (1900-1920) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 11, octobre 2009, Presses universitaires de Rennes, p. 77-96.

79. AD des AHP, 3X41, Alfred Pierre MAILLET, A, rec, né en novembre 1899, admis le 18/12/1899.

80. AD des AHP, 3X7, lettre du ministre de l'Intérieur aux préfets, 28/01/1915.

81. *Ibid.*

82. AD des AHP, 3X51,
Gabrielle Aline ROUGIER...,
op. cit.

83. AD des AHP, 3X55,
Marius Paul BONNEFOY,
A, rec, né en novembre
1912, admis le 13/11/1912.
Courrier de la mère du
pupille à l'inspection,
07/11/1933.

84. AD des AHP, 3X55,
Marius Paul BONNEFOY...
Réponse de l'inspecteur à la
mère du pupille, inscrite sur
le même courrier.

85. RIVIÈRE Antoine, *La
misère et la faute...*, *op. cit.*,
p. 680-681. L'historien note
que, dans le département
de la Seine, la difficulté à
trouver des placements
nourriciers a favorisé, à
certaines périodes de forte
hausse des admissions, les
« flux de sortie ».

son « parâtre », alors qu'elle n'a que 14 ans, obligée par sa famille de cacher sa grossesse, puis à abandonner sa fillette, attend la majorité de celle-ci avant d'écrire pour la première fois à l'inspection. « Cela été le déshonneur [...] mais a mesure que j'ai grandi j'ai compris l'honneur de ma faute et après 21 ans écoulé me voila marier sans avoir osé avouer la triste chose a mon mari. Je vous prie Monsieur Veuillez me donner l'adresse de cette enfant dont je veu ecrire⁸² », écrit-elle en 1929.

« Veuillez avoir l'obligeance de me donnais des nouvelles de mon fils [...] Je serais très heureuse de connaître mon fils, et de savoir ce qu'il veut faire vu qu'il a ces 21 ans. Vous lui donnerez mon adresse et vous lui direz de m'écrire⁸³ », écrit en 1933 la mère de Marius, ouvrière à Lyon et remariée. Cette lettre, qui fait suite à une longue et régulière correspondance avec l'inspection, dont une demande de photo en 1925, ne reçoit pas de réponse positive. Pourtant le pupille est majeur et libre de toute tutelle, mais l'inspecteur ne donne pas suite: « 9 novembre 33. Rep. impossible de servir d'intermédiaire pour cela, les règlements l'interdisent⁸⁴. »

Durant la III^e République, l'administration encadre tout contact entre parents et enfants de façon assez drastique, afin, entre autres objectifs, de découpler l'abandon, par la rupture franche et théoriquement définitive du lien. Pour cette raison peut-être, les mères non mariées, qui manifestent parfois honte et culpabilité, correspondent assez peu avec les autorités, ou attendent la majorité de leur enfant ou des circonstances exceptionnelles pour oser le faire. Toutefois, si le lieu du placement de l'enfant demeure secret, et la correspondance directe prohibée, certains contournements sont observés, sans qu'on puisse en connaître l'étendue réelle. Sont-ils favorisés par une relative facilité de circulation des informations, en lien avec le faible peuplement du département? Par ailleurs, les demandes de retrait trouvent avec constance, durant toute cette période, une issue favorable dans la majorité des cas, sans que l'on perçoive, comme dans des services urbains plus saturés, une « gestion purement quantitative⁸⁵ » des restitutions par l'Assistance publique. Les faibles effectifs d'enfants assistés du département, ainsi que nous l'avons dit tout au long de cet article, ne permettent pas toujours une analyse aussi précise qu'on l'aurait souhaitée des pratiques administratives ou des comportements parentaux, et n'autorisent que des conclusions prudentes. Il semble néanmoins très probable qu'ils aient permis aux fonctionnaires en charge de l'assistance à l'enfance sur

ce territoire une approche relativement souple, et parfois très compréhensive, des relations entre parents et enfants. Cependant, en dépit de ces spécificités bas-alpines, l'abandon signifie, pour la grande majorité des enfants assistés du département, une rupture brutale et durable du lien avec la famille biologique. Pour cette raison, et même si quelques orphelins ou moralement abandonnés, admis généralement plus tardivement à l'Assistance publique que les autres catégories, semblent moins isolés, notamment lorsqu'ils peuvent maintenir un contact avec des frères et sœurs, de nombreux anciens pupilles entreprennent à l'âge adulte une quête, souvent longue et incertaine, afin de percer le secret de leurs origines et de retrouver le fil de leur histoire amputée.